

WALDHEIM

L'Autriche encombrée

par DANNY LEDER (*)

VOILA deux ans que l'Autriche endure l'affaire Waldheim sans réussir à y remédier. Même la commémoration officielle du cinquantième anniversaire de l'Anschluss, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, le 11 mars, se fera en présence de ce personnage encombrant.

Après avoir brossé, pendant des années, une image idyllique de ce petit pays neutre et raisonnable, la presse française a cru maintenant découvrir, non sans stupeur, une Autriche « refoulant » son passé. Les Autrichiens se seraient ainsi voilés la face quant à leur implication dans l'aventure nazie, en se faisant passer pour les victimes d'une occupation étrangère.

Si tel est effectivement le discours diplomatique des gouvernants, cette vision n'a, en revanche, jamais habité la conscience populaire, en profondeur : pour une bonne part, les Autrichiens n'ont pas « refoulé » leur adhésion au mouvement nazi, mais continuent à l'assumer comme une expérience certes non renouvelable, mais qui s'explique dans le contexte des années 30.

Dénominateur commun

Avant même que les troupes allemandes n'entrent triomphalement en Autriche, le mouvement nazi avait conquis politiquement plus du tiers de la population. Pour comprendre ce processus, il faut se remémorer la phase antérieure à l'Anschluss. Entre 1934 et 1938, l'Autriche vivait déjà sous la coupe d'une dictature : l'« autrofasisme ». Un régime clérical et corporatiste, idéologiquement comparable au pétainisme, et issu d'un coup d'Etat du principal parti de droite, le parti chrétien-social. Ce régime écrasa

notamment une tentative de soulèvement d'ouvriers socialistes.

Une fois le mouvement socialiste (jusqu'alors la principale force d'opposition) vaincu, le champ était libre pour les militants nazis qui ne tardèrent pas à regrouper des secteurs de plus en plus amples de la population en rupture avec le régime. Leur slogan prônant le rattachement immédiat au « Reich » allemand, sonnait d'autant plus juste que le gouvernement chrétien-social et même les socialistes cultivaient un certain pangermanisme. Mais surtout la misère gagnait du terrain en Autriche, tandis que l'Allemagne nazie connaissait un considérable essor économique — dû aux préparatifs de guerre. Ainsi confluèrent dans le mouvement nazi autrichien les couches moyennes appauvries, les chômeurs, les paysans de plus en plus endettés, et aussi des ouvriers déçus par la faiblesse de la gauche mais vouant une haine féroce à la dictature autrofasiste.

Le levier principal de la propagande nazie, le dénominateur commun à tous ces groupes sociaux disparates, était l'antisémitisme, plus virulent en Autriche que dans la plupart des autres pays européens. Tous les grands partis s'y adonnaient. Les chrétiens-sociaux y avaient consacré un chapitre de leur programme. Même les socialistes n'y échappaient pas. Bien que nombre de leurs militants aient été d'origine juive et que la municipalité socialiste de Vienne ait dignement accueilli les réfugiés juifs d'Europe de l'Est, la propagande socialiste se servait également de l'image caricaturale du juif opulent et omnipotent. Pire : les socialistes répliquaient aux attaques antisémites, dont leurs dirigeants faisaient l'objet, en accusant la

droite, y compris les nazis, d'« indulgence » à l'égard des banquiers juifs. A ce jeu-là, les nazis se montrent les plus forts.

Peu avant l'arrivée des troupes allemandes, les nazis prirent le pouvoir simultanément au Tyrol, dans la région de Salzbourg, en Carinthie et en Styrie, portés par de gigantesques manifestations de rue. Par contre, dans certains centres industriels, les syndicats clandestins avaient réussi à susciter d'importants rassemblements antinazis. Mais le gouvernement capitula deux fois devant Hitler : d'abord en nommant des ministres pronazis, puis en ordonnant à l'armée autrichienne de ne pas opposer de résistance à l'invasion des troupes allemandes — « pour ne pas verser de sang allemand », comme l'expliquait le chancelier Kurt Schuschnigg.

Erreur d'appréciation

Bien entendu, des noyaux de résistance se constituèrent. Plus de trente-cinq mille opposants autrichiens périrent dans les geôles et camps nazis. Mais à l'inverse de la résistance en France, qui, minoritaire pendant l'Occupation, devint par la suite l'objet d'une identification nationale, les résistants et exilés autrichiens restèrent souvent pour leurs compatriotes, même après la guerre, des marginaux suspects. Leurs noms ne figurent pas, en général, sur les monuments aux morts des villages. Ceux-ci sont réservés aux soldats des armées nazies, qui « accomplissaient leur devoir », comme le revendiquera précisément Kurt Waldheim pour son rôle d'officier de la Wehrmacht dans les Balkans.

(*) Correspondant à Paris du magazine autrichien *Profil* et du quotidien *Kurier*.

Ces aspects particuliers de l'histoire autrichienne ont créé un paysage politique déconcertant. Dans certaines régions, comme la Carinthie, les anciens nazis, généralement anticléricals, voulant éviter le Parti populiste (successeur du Parti chrétien-social), rejoignaient paradoxalement le Parti socialiste — sans conditions préalables.

Ainsi les leaders du Parti socialiste, qui savaient tout du véritable *curriculum vitae* de Kurt Waldheim plusieurs mois avant l'élection présidentielle, s'étaient-ils contentés de le transmettre discrètement à la presse américaine. Quant aux populistes, qui soutenaient le président de la République, ils furent également informés. Mais ils ne voyaient aucun inconvénient au maintien de sa candidature.

Cette erreur d'appréciation des populistes semble aujourd'hui déboucher sur un résultat inattendu : plus le débat sur Kurt Waldheim dure, plus l'introspection collective des Autrichiens gagne du terrain.

Jamais on n'avait posé un regard aussi courageux et précis sur l'histoire du pays, comme le font maintenant certains médias, en particulier la radio-télévision autrichienne. Le minuscule noyau d'intellectuels qui avait, au départ, milité seul contre Kurt Waldheim s'est transformé désormais en un mouvement substantiel. Ce courant — moral — a peu de chances de devenir à lui seul majoritaire. Mais il reçoit aujourd'hui le soutien indirect d'un nombre croissant de responsables politiques et économiques. Ceux-ci plaident pour la démission du président en invoquant de manière tout à fait pragmatique « les difficultés de l'Autriche à l'étranger ». Réunis, ces deux courants pourront — peut-être — l'emporter sur le camp des « anciens combattants » sans peur et sans reproche.